L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 21 MARS 1849.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 21 MARS 1849

M. POLK.

Conformément à ce que M. Polk devait arriver à Nashville, il se trouvait à Mobile avant-hier, et une dépêche télégraphique en a annoncé la nouvelle au Maire de notre ville. Il paraît que M. Walker, qui accompagne le président, a été obligé de rester à Montgomery par suite d'une indisposition.

La compagnie du bataillon d'artillerie s'est réunie hier soir au lac pour saluer l'arrivée de M. Polk. D'une autre part, toutes les cours étaient fermées hier au soir en solennité, mardi. Nous ne doutons pas que l'ex-président ne soit heureux et fier de l'accueil que lui préparent les citoyens de la Nlle-Orléans.

Nous lisons l'*Union* avec une certaine curiosité depuis quelques jours. Cet ancien organe du gouvernement de M. Polk s'habitue difficilement au nouveau rôle que les circonstances lui critiques. Sa subite métamorphose le gêne en tournant. M. Ritchie a brisé tant d'encens devant les idoles du pouvoir qu'il a longtemps servi avant de briser ses canoelettes. M. Polk est à peine rentré à Washington que l'*Union* change de ton, et aux louanges de l'administration qui venait d'expirer succèdent sur les grands événements accomplis de 1844, sur les lauriers de la guerre de Mexique, sur le dénouement de la question d'Oregon, et surtout sur la possession de la Californie. Cette revue rétrospective plongeait ses racines profondes dans d'irréfutables joies et la satisfaction ne semblait avoir cessé de régner.

Il ne pouvait cependant contenir éternellement le contentement. Ses caniques et ses hosannas s'adressaient plus qu'à un simple citoyen à un président. Bientôt l'*Union* revint à la charge comme avant la tempête M. Polk au pouvoir, cet homme représentait de nouvelles doctrines, cet homme ne marchait pas dans la même voie que l'ancienne administration. M. Ritchie comprit qu'il lui fallait tremper sa plume dans un peu de fiel pour essayer de la rendre mordante. Le diagnostic faite de la presse américaine après avoir procédé pendant quatre ans, on ne pouvait mieux faire que de nous l'administrer.

Il se mêle à l'ivraie, mais il sent évidemment que pour ces exigences de son nouveau rôle de critique, l'ivraie ne la laisse pas assez libre. Il faut sa liberté au premier coup. Le genre d'*Union* devient affreusement maussade. Son dernier numéro en présente M. Ritchie. Nous avons vu le commencement du dernier s'est montré tout à fait dissonnant. En effet, à propos de certaine lettre si simple, si courte, si précise, si peu prêteuse aux, le pauvre critique de l'ancienne *Union* a enfourché son grand cheval de bataille, et il a commencé, au monde que la République française, Etats-Unis aient à blâmer, à se diriger comme une vaine fumée. Et M. Ritchie répondait non moins tristement. *Parce que* le général Taylor a cessé de mon maître, a prononcé un mot d'augmentation pour ne *tient commencé* ce qu'il n'engendrait rien.

Il est évident pour quelques-uns que M. Polk pauvre ministre, qu'il manque pas de bon sens et de perspicacité, sentit qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour se mettre à l'abri de l'influence fâcheuse de son prédécesseur. Il a donc fait choix du peuple aura pour ses administrateurs, et qu'il tiendra à honneur et à perpétuer, pour le bien de tous, les relations d'amitié qui existent entre les États-Unis et ces pays que nous avons l'honneur de représenter ici. Soyez certain, Monsieur, que de notre côté nous ferons tous nos efforts pour concourir à ce but. Nous profitons de cette occasion, M. le Président, pour vous offrir les assurances de nos sentiments sincères pour votre santé et votre bonheur."

Le Président a répondu

"Messieurs,—Je reçois avec bonheur les félicitations que vous vous êtes à m'adresser. Soyez certains que mes efforts tendront constamment au maintien des relations amicales qui existent entre les États-Unis et les pays que vous représentez. Je serai d'ailleurs guidé par la pratique de ce gouvernement, et j'espère que votre coopération ne me fera jamais défaut. Permettez-moi, à mon tour, de vous offrir l'expression de mes souhaits les plus sincères pour votre bonheur."

Chaque membre du corps diplomatique a été ensuite présenté au Président.

THÉATRE D'ORLÉANS. — La première représentation de *Haydée* ou le *Secret*, est fixée à ce soir. Nous n'avons pas besoin de faire l'éloge de cette œuvre nouvelle d'Auber qui a été couronnée à Paris d'un éclatant succès. Nous disons seulement que la mise en scène et les accessoires sont dignes de l'opéra. A jeudi.

RIVIÈRES DE L'OUEST. — Des journaux de Pittsburg que nous avons reçus hier soir annoncent que l'Ohio monte ainsi que tous ses affluents. La plupart des habitations situées au-dessous de Vicksburg sont inondées. Les bateaux à vapeur peuvent naviguer dans les rues de Bayou-Sarah.

LE PRÉSIDENT. — M. Polk est arrivé à Montgomery vendredi dernier. Il a été escorté dans la ville par un grand nombre de citoyens.

VÉRITABLE AÉRIEN. — MM. Porter et Robijohn ont annoncé il y a quelques jours, par d'énormes pancartes affichées dans les rues de New-York, que leur *locomotive aérienne*, dont les journaux ont tant parlé, partirait positivement pour la Californie le 15 avril. Le prix du passage est fixé à $50. Le voyage s'accomplira *en deux jours*, si le temps est beau, et en cinq si les vents sont contraires. Nous ne savons pas trop ce que c'est que cette locomotive aérienne, mais puisque la chose vole, nous sommes tentés de lui appliquer le nom d'un véritable très connu et très savoureux. Nous saurons prochainement si la locomotive de MM. Porter et Robijohn est un innocent canard.

WASHINGTON.—Hon. GEORGE W. CRAWFORD, secrétaire de la *guerre*, est arrivé le 12 courant à Washington. Il a pris immédiatement possession du département qui lui a été confié.

CHAGRES ET PANAMA.

Le vapeur *Isthmus*, parti de Chagres le 8 de ce mois, a touché à la Havane le 16 et est arrivé hier dans notre port. On assurait à Panama qu'une très grande quantité d'or avait été embarquée à bord du bâtiment à vapeur *California* et de deux autres navires qui se trouvaient dans le port de San-Francisco et qui devaient mettre à la voile incessamment pour les États-Unis.

GUYANE ANGLAISE. — Des nouvelles très récentes de la Guiane anglaise viennent d'être reçues à New-York.

L'Assemblée et le Gouvernement de la colonie sont toujours en désaccord.

Le bateau à vapeur américain *Venezuela* est arrivé à Port of Spain le 17 janvier et a été accueilli avec enthousiasme par les colons. Ce steamer est destiné à la navigation de l'Orenoc. La ligne se compose de quatre bâtiments de la force du *Venezuela*.

HAÏTI.—Des nouvelles de cette île sont arrivées simultanément à New-York et à Boston; elles vont jusqu'au 14 février. Le gouvernement maintient difficilement le monopole commercial qu'il s'est arrogé et qui a eu pour premier résultat de faire flechir le prix du café. Le commerce se prononce énergiquement pour la suppression de ce monopole. Les affaires sont très languissantes.

Il y a eu un engagement entre les Haïtiens et les Dominicains : les premiers ont été battus Sir R. Scornbugh est, dit-on, parti immédiatement pour Port-au-Prince afin d'agir comme médiateur.

Chronique locale.

GRAND JURY.—Le grand jury a enfin livré sa décision qui devait être prononcée Michael Landy, accusé d'avoir tué son beau frère, Colin Joyce (Patrick Thomas Murphy alias Washburn, Jane Murphy alias Washburn, et Joseph H. Bonnin, accusés de s'être introduit dans un magasin de la rue Tchoupitoulas. Le Colin Joyce, pour s'être introduit dans une maison avec violation de domicile. Bernard Dillon alias M. Carthy pour meurtre.

Le grand jury a rendu son verdict de non lieu à porté contre Joseph Burns, accusé de complicité dans le meurtre de Joseph Burns. V. T. Nutt, accusé de faux en écriture. Emile Beaurgard, accusé de détournement de fonds.

COUR DE DISTRICT.—Bill Van Hook, accusé de s'être introduit le 23 du mois dernier, avec intention de voler, dans la maison de Mme Ovatti, rue du Canal, en votre d'avoir assailli M. de Mme Ovatti, l'intention de le tuer, a comparu hier devant le jury. Après avoir été condamné à trois ans d'emprisonnement au pénitencier, et à une amende de $10.

Un habitant de cette ville demeurant rue Bourgogne, ayant été informé qu'un nommé Smith vendait dans le Faubourg Marigny des meubles qui lui appartenaient, se rendit chez ce dernier, et ayant reconnu effectivement les meubles en question, il les emporta chez lui. Smith porta plainte devant le juge de paix, accusant cet habitant de vol. Celui-ci a comparu hier devant le juge Thornton qui avait entendu les témoins à charge et à décharge, acquitté et renvoyé l'accusé. Le juge a fait observer que, dans le cas présent, le plaignant aurait dû s'adresser à la cour de police, et non pas à celle de district, et qu'il aurait dû se munir d'un mandat de perquisition.

Henry Pool, accusé de tenir une mauvaise maison, a été condamné à une amende de $50 et aux frais de la Première Cour de District par le recorder Seuzeneau.

VOL DE GRANDS CHEMINS.—Pendant la nuit de samedi, T. H. Bowen fut assailli, à l'encoignure de la rue Girod et Commerce, par trois individus qui lui volèrent son portefeuille. Un jeune Tho. H. Chevalier a arrêté hier sous prévention de complicité dans ce délit.

Un chien Monahan a fait hier un affidavit par devant le recorder pour faire valoir dans quelle position que quelqu'un n'est introduit dans sa chambre et ce à l'encoignure des rues Robertson et Orléans, et lui a volé un lot d'habillements. Landry ayant rencontré un nommé Th. Rainey qui avait sur lui une partie des effets qu'on lui appartenant, l'a immédiatement arrêté.

Le recorder Baldwin a envoyé par devant la Cour de District le nommé Henry Collins, pour avoir volé un portefeuille à la pénitencier de M. E. Murphy.

NOUVELLES.—Hier, à midi, la température du matin, deux heures après avait monté de 20 degrés. Le thermomètre a baissé de manière sensible, et tombera probablement cette nuit à 50 degrés. Mais à moins de un changement extraordinaire, on ne pourra pas empêcher que la saison ne soit parfaitement naissante. Une chaleur trop intense pourrait nuire à la végétation qui est en ce moment en pleine sève. Quant aux autres, qu'ils se préparent à quitter leurs travaux ; ils doivent se tenir prêts à se couvrir de gros traitements et à se mettre dans la classe privée des citoyens.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

La séance du 21 février a été consacrée à la discussion de *la loi sur les élections*. Le chapitre relatif à l'empêchement a donné lieu à un curieux incident. M. Pierre Leroux a proposé de déclarer inéligibles à l'Assemblée législative "ceux qui auront été condamnés pour adultère." Nous empruntons le compte rendu suivant à la *Démocratie Pacifique*.

TITRE IV.—*Des éligibles.*

" Art. 73. Ne peuvent être élus représentants du peuple :

" 1° Les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnations, soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement;

" 2° Ceux auxquels les tribunaux jugeant correctionnellement auront interdit le droit de vote et d'élection par application de l'art. 42 du code pénal ou de l'art. 106 de la présente loi;

" 3° Les condamnés pour crime à l'emprisonnement par application de l'art. 463 du code pénal;

" 4° Les condamnés en police correctionnelle à trois mois de prison au moins pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires de deniers publics, ou à trois ans aux mêmes peines prévus par les art. 331 et 334 du code pénal;

" 5° Ceux qui ont été condamnés pour délit de vagabondage ou de mendicité;

" 6° Les accusés contumax;

" 7° Les interdits, les citoyens pourvus d'un conseil judiciaire et ceux qui, conformément aux dispositions de la loi du 30 juin 1838, sont retenus pour cause de démence dans une maison d'aliénés;

" 8° Les faillis non réhabilités.

" Toutefois, le paragraphe troisième du présent article ne sera point applicable aux condamnés en matière politique, qui pourront exercer le droit de vote et d'élection n'a pas été, dans le cas où la loi l'autorise, prononcée par l'arrêt de condamnation."

M. Dahirel propose de remplacer l'art. 73 du projet par l'article suivant :

" Ne peuvent être élus représentants du peuple ceux qui n'ont pas le droit d'être inscrits sur la liste électorale."

L'amendement de M. Hannoye n'est pas adopté.

L'article de la commission est mis aux voix par paragraphe par paragraphe.

Ces paragraphes sont successivement adoptés sans modifications importantes.

M. Pierre Leroux propose un nouveau paragraphe ainsi conçu : " Ceux qui auront été condamnés pour adultère." (Longue interruption.)

M. Pierre Leroux. — C'est cela en voyant voter avec une facilité que je nommerai coupable des exceptions tout à fait contraires à la souveraineté du peuple que l'idée m'est venue de vous proposer ce paragraphe, pour vous prouver l'excès qu'on a fait de ces exceptions.

Je dis que votre loi n'est qu'un code draconien. J'entendais tout-à-l'heure mon ami M. Frémy (le titre universel) : il avait parfaitement raison quand il disait des bienfaiteurs de l'humanité qui ont été accusés de folie. (Nouveaux rires.)

Lorsque cite l'exemple de Newton qui a été représenté dans un ouvrage comme atteint de folie; puis arrivant à son amendement, il dit que le peuple est souverain, mais il peut dire : le peuple n'est coupable, je l'ai puni, et il est pur. Est-ce que moi, le peuple, je ne suis pas exposé tous les jours à la tentation des duels. (On rit.) Est-ce que je ne suis pas exposé à toutes sortes de séductions. (Eh bien ! est-ce que moi, le peuple, je ne suis pas purifié quand j'ai subi ma peine.

Mais songez y, la vie de chaque citoyen sera donc abandonnée aux investigations. Mais il y a plus : quand on craindra l'élection d'un citoyen, on le fera condamner. (Allons donc !) Avec votre loi, le Christ n'aurait pu venir dans votre République. Je ne parle pas des procès politiques..... Notre président à l'expérience des conspirations. (Rire et bruit.) Il vous en dira son avis. Il y a des gens qui sont poursuivis pour escroquerie : ne pourront-ils être élus parce qu'ils ont porté ombrage au pouvoir..... Quelques mauvais fusils saisis chez le citoyen Cabet, (On rit.) l'ont fait mettre en cause. Si le peuple voulait nommer ce que vous appelez un voleur, il ne le pourrait pas.

Le peuple est souverain, il ne doit pas être gêné dans sa souveraineté, vous n'êtes que ses délégués, il a tous les droits qui sont l'apanage de cette souveraineté, il est le maître de droit de grâce, et quand même l'homme qui se présente à son suffrage ne se serait pas réhabilité par le reste de sa vie, si le peuple, votre maître, je le répète, veut le gracier et le réhabiliter par son suffrage, vous ne pouvez pas retenir l'effet de sa clémence.

Il n'y a pas de justice sans miséricorde et sans pardon; sans pardon, sans miséricorde, la justice est de la haine. Vous violez par vos exceptions la base de la République!

L'honorable membre termine en disant que lui, socialiste, il demande que ce que l'on a fait pour la moralité en éloignant qu'on voleur ne pourra pas être le représentant du peuple souverain, on le fasse également pour la famille, en déclarant que le peuple souverain ne pourra choisir pour son représentant un adultère. (Longue et bruyante agitation.)

M. Baze combat l'amendement. Je ne me prévaudrai pas, dit-il, de l'espèce d'assimilation faite par le préopinant entre le vote et le délit qu'il a signalée. (Bruits divers.) Sans doute, le respect de la famille doit être la première loi que le citoyen doit mettre en pratique; mais c'est un délit qui relève encore plus de l'opinion que de la loi. (Nouvelles rumeurs.)

C'est un délit dont, à raison de l'infirmité humaine, il faut abandonner le jugement aux électeurs. (Agitation prolongée, longue interruption.) C'est un délit qui ne peut être poursuivi d'office, il ne peut être poursuivi que sur la plainte du mari. Si l'amendement est adopté, il en résultera des abus, des calomnies atroces..... (Nouvelle interruption.) voyez quelles modifications cet amendement apporterait dans nos mœurs politiques..... (Aux voix ! aux voix ! la clôture !) Les paroles de l'orateur se perdent au milieu du bruit.

M. Pierre Leroux. Je répète que vos exclusions sont contraires à ce principe de la souveraineté, mais ces exclusions sont moindres que celles que je propose. Qu'a-t-on dit ? Le délit dont on voulait faire une exclusion n'est pas comparable à une atteinte à la propriété. (Bruit.) Il est bien plus grave, selon moi. L'adultère est un vol au premier chef. (Très bien !)

Je le répondu si souvent répéter à cette tribune que la famille et la propriété étaient les premières bases (On rit.) de la société, que je ne comprendrais pas qu'on rejetât mon amendement. Le peuple non plus ne comprendrait pas que dans l'état des choses, où la propriété est si bien unie à la famille, on vînt les droits de propriété dans la famille pour l'adultère. (Très bien !)

M. Billault, rapporteur. La question n'avait point échappé aux investigations de la commission; elle doit répondre aux quelques assertions émises par le préopinant et répondre l'accusation d'avoir restreint les conditions d'éligibilité. Il n'est pas question de dire que le peuple d'un département, par exemple, est le souverain de la France. La France, au contraire, a le droit de dire aux électeurs. Je ne veux pas qu'un homme qui condamne pour immoralité soit le représentant du peuple, car il n'en est pas digne. (Très bien !)

Il ne faut pas non plus croire que, dans cette loi que l'on a appelée draconienne, on trouve les moyens d'influencer les pouvoirs qui doivent déclarer indignes ceux contre lesquels ils se trouvent dirigés. Il faut le reconnaître, l'amendement de M. Pierre Leroux n'est, ainsi qu'il a déclaré lui-même, qu'une épigramme contre l'article que vous avez voté. (Aux voix ! aux voix !)

Après avoir écarté ces questions préliminaires, examinons l'amendement lui-même, et voyons ce qu'il vaut réellement.

M. Pierre Leroux a raison, l'adultère est un tranc aussi condamnable que le vol, et si la faiblesse de nos mœurs ne le flétrit pas à l'égal du vol, elle a tort ; mais la société a compris qu'il n'était pas bon pour la morale publique d'établir aux yeux des électeurs de quelque autorité, que la condamnation immorale ; elle a donc voulu que toutes les immoralités ne fussent pas un obstacle à être élu. Il faut donc le déclarer, quelques mots (Non ! non !), que la commission a déclaré qu'elle avait été sur le point d'adopter une disposition semblable. (Aux voix ! aux voix !) Je demande formellement qu'elle soit mise aux voix !

Quelques voix.—Le scrutin de division !

Autres voix.—Le scrutin secret ! (Non ! non !)

(Un tumulte violent règne dans l'Assemblée; les cris des huissiers et la sonnette du président sont impuissants à dominer le bruit.)

Enfin, au bout d'un quart d'heure le silence se rétablit, et M. Pierre Leroux a la voix l'amendement de M. Pierre Leroux ; l'épreuve est déclarée douteuse. Le tumulte recommence et a beaucoup de peine à se calmer.

A la seconde épreuve, M. le président, après avoir consulté le bureau, déclare que l'amendement est adopté.

Une clameur générale accueille cette déclaration, mais les représentants se lèvent tumultueusement pour procéder à une contre-épreuve qui contient plus de cinquante voix de majorité.

M. le président, après avoir de nouveau consulté le bureau, déclare qu'il y a eu erreur et que, à quelques voix près, le bureau, l'épreuve est encore douteuse et qu'il y a lieu de passer au scrutin de division. (Exclamations diverses.)

Le bruit, qui n'était un peu apaisé, recommence avec une nouvelle force. Des interpellations adressées au président de tous côtés. Pour apaiser un tumulte, les conseurs se lèvent, viennent faire entendre leur roulement sur les pupitres. Enfin, de guerre lasse, un demi-silence se rétablit.

M. le président.—Je dois expliquer à la chambre d'où provient l'erreur qui a été commise : trois membres étaient assis pour l'amendement, et quatre contre. Il n'était pas juste de dire que le peuple d'un département, par exemple, est le souverain de la France. La France, au contraire, a le droit de dire aux électeurs. Je ne veux pas qu'un homme coupable d'une immoralité soit le représentant du peuple, car il n'en est pas digne. (Très bien !)

Il ne faut pas non plus croire que, dans cette loi que l'on a appelée draconienne, on trouve les moyens d'influencer les pouvoirs qui doivent déclarer indignes ceux contre lesquels ils se trouvent dirigés. Il faut le reconnaître, l'amendement de M. Pierre Leroux n'est, ainsi qu'il a déclaré lui-même, qu'une épigramme contre l'article que vous avez voté. (Aux voix ! aux voix !)

Après avoir écarté ces questions préliminaires, examinons l'amendement lui-même, et voyons ce qu'il vaut réellement.

M. Pierre Leroux a raison, l'adultère est un tranc aussi condamnable que le vol, et si la faiblesse de nos mœurs ne le flétrit pas à l'égal du vol, elle a tort ; mais la société a compris qu'il n'était pas bon pour la morale publique d'établir aux yeux des électeurs de quelque autorité, que la condamnation immorale ; elle a donc voulu que toutes les immoralités ne fussent pas un obstacle à être élu. Il faut donc le déclarer, quelques mots (Non ! non !), que la commission a déclaré qu'elle avait été sur le point d'adopter une disposition semblable. (Aux voix ! aux voix !) Je demande formellement qu'elle soit mise aux voix !

Quelques voix.—Le scrutin de division !

Autres voix.—Le scrutin secret ! (Non ! non !)

(Un tumulte violent règne dans l'Assemblée; les cris des huissiers et la sonnette du président sont impuissants à dominer le bruit.)

Enfin, au bout d'un quart d'heure le silence se rétablit, et M. Pierre Leroux a la voix l'amendement de M. Pierre Leroux ; l'épreuve est déclarée douteuse. Le tumulte recommence et a beaucoup de peine à se calmer.

A la seconde épreuve, M. le président, après avoir consulté le bureau, déclare que l'amendement est adopté.

Une clameur générale accueille cette déclaration, mais les représentants se lèvent tumultueusement pour procéder à une contre-épreuve qui contient plus de cinquante voix de majorité.

M. le président, après avoir de nouveau consulté le bureau, déclare qu'il y a eu erreur et que, à quelques voix près, le bureau, l'épreuve est encore douteuse et qu'il y a lieu de passer au scrutin de division. (Exclamations diverses.)

Le bruit, qui n'était un peu apaisé, recommence avec une nouvelle force. Des interpellations adressées au président de tous côtés. Pour apaiser un tumulte, les conseurs se lèvent, viennent faire entendre leur roulement sur les pupitres. Enfin, de guerre lasse, un demi-silence se rétablit.

M. le président.—Je dois expliquer à la chambre d'où provient l'erreur qui a été commise : trois membres étaient assis pour l'amendement, et quatre contre. Il n'était pas juste de dire que le peuple d'un département, par exemple, est le souverain de la France. La France, au contraire, a le droit de dire aux électeurs. Je ne veux pas qu'un homme coupable d'une immoralité soit le représentant du peuple, car il n'en est pas digne. (Très bien !)

Il ne faut pas non plus croire que, dans cette loi que l'on a appelée draconienne, on trouve les moyens d'influencer les pouvoirs qui doivent déclarer indignes ceux contre lesquels ils se trouvent dirigés. Il faut le reconnaître, l'amendement de M. Pierre Leroux n'est, ainsi qu'il a déclaré lui-même, qu'une épigramme contre l'article que vous avez voté. (Vous l'avez dit ! vous l'avez dit !) Si le rapporteur avait dit que la loi a consulté la situation du principe de la souveraineté du peuple, je répondrais à dire et cependant je crois que toutes les mauvaises lois que l'on peut faire viennent de la violation du principe de la souveraineté du peuple. (Allons donc !) Maintenant je demande à faire quelques mots. (Non ! non !) Je demande à faire une observation. Le rapporteur de